

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1967 Nr. 123

A. TITEL

*Statuut van het Internationaal Instituut voor de
Eenmaking van het Privaatrecht;
Rome, 15 maart 1940*

B. TEKST

Het Statuut is overeenkomstig artikel 19 driemaal gewijzigd, te weten bij daartoe strekkende besluiten der Algemene Vergadering van 18 januari 1952, 30 april 1953 en 15 november 1961, door de Algemene Vergadering in haar eerste, tweede en tiende zitting genomen en in werking getreden op, onderscheidenlijk, 17 september 1957, 17 september 1957 en 13 december 1963.

De aldus gewijzigde tekst luidt:

**Statut organique de l'Institut international pour l'Unification
du droit privé**

Article 1^{er}

L'Institut international pour l'Unification du droit privé a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les États ou entre les groupes d'États et de préparer graduellement l'adoption par les divers États d'une législation de droit privé uniforme.

À cette fin l'Institut:

- (a) prépare des projets de lois ou de conventions visant à établir un droit interne uniforme;
- (b) prépare des projets d'accords en vue de faciliter les rapports internationaux en matière de droit privé;
- (c) entreprend des études de droit comparé dans les matières du droit privé;

- (d) s'intéresse aux initiatives déjà prises dans tous ces domaines par d'autres institutions, avec lesquelles il peut, au besoin, se tenir en contact;
- (e) organise des conférences et publie les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

Article 2

L'Institut international pour l'Unification du droit privé est une institution internationale qui relève des Gouvernements participants.

Sont Gouvernements participants ceux qui auront adhéré au présent Statut conformément à l'article 20.

L'Institut jouit, sur le territoire de chacun des Gouvernements participants, de la capacité juridique nécessaire pour exercer son activité et pour atteindre ses buts.

Les privilèges et immunités dont jouiront l'Institut, ses agents et ses fonctionnaires seront définis dans des accords à intervenir avec les Gouvernements participants.

Article 3

L'Institut international pour l'Unification du droit privé a son siège à Rome.

Article 4

Les organes de l'Institut sont:

- (1) l'Assemblée générale;
- (2) le Président;
- (3) le Conseil de Direction;
- (4) le Comité Permanent;
- (5) le Tribunal administratif;
- (6) le Secrétariat.

Article 5

L'Assemblée générale se compose d'un représentant de chaque Gouvernement participant. Les Gouvernements autres que le Gouvernement italien y seront représentés par leurs agents diplomatiques auprès du Gouvernement italien ou leurs délégués.

L'Assemblée se réunit à Rome en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation du Président. Elle approuve le programme des travaux de l'Institut sur la proposition du Conseil de Direction.

Article 6

Le Conseil de Direction se compose du Président et de douze à seize membres.

Le Président est nommé par le Gouvernement italien.

Les membres sont nommés par l'Assemblée générale. L'Assemblée peut nommer un membre en plus de ceux indiqués à l'alinéa premier en le choisissant parmi les juges en fonctions de la Cour internationale de Justice.

Le mandat du Président et des membres du Conseil de Direction a la durée de cinq ans et est renouvelable.

Le membre du Conseil de Direction nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Chaque membre, avec le consentement du Président, peut se faire représenter par une personne de son choix.

Le Conseil de Direction peut appeler à participer à ses séances, à titre consultatif, des représentants d'institutions ou organisations internationales, lorsque les travaux de l'Institut portent sur des matières concernant ces institutions ou organisations.

Le Conseil de Direction est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

Article 7

Le Comité Permanent se compose du Président et de cinq membres nommés par le Conseil de Direction parmi ses membres.

Les membres du Comité Permanent resteront en fonction pendant cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité Permanent est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

Article 7^{bis}

Le Tribunal administratif est compétent pour statuer sur les différends entre l'Institut et ses fonctionnaires ou employés, ou leurs ayants droit, portant notamment sur l'interprétation ou l'application du Règlement du personnel. Les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige.

Le Tribunal est composé de trois membres titulaires et d'un membre suppléant, choisis en dehors de l'Institut, et appartenant, de préférence, à des nationalités différentes. Ils sont élus par l'Assemblée générale pour la durée de cinq ans. En cas de vacance le Tribunal se complète par cooptation.

Le Tribunal jugera, en premier et dernier ressort, en appliquant les dispositions du Statut et du Règlement, ainsi que les principes généraux du droit. Il pourra également statuer *ex aequo et bono* lorsque cette faculté lui aura été attribuée par un accord entre les parties.

Si le Président du Tribunal considère qu'un différend entre l'Institut et un de ses fonctionnaires ou employés est d'une importance très

limitée, il peut statuer lui-même ou bien confier la décision à un seul des juges du Tribunal.

Le Tribunal établira lui-même son règlement de procédure.

Article 7^{ter}

Les membres du Conseil de Direction, ou du Tribunal administratif, dont le mandat expire par l'échéance du terme, restent en fonction jusqu'à l'installation des nouveaux élus.

Article 8

Le Secrétariat comprend un Secrétaire général nommé par le Conseil de Direction sur présentation du Président, deux Secrétaires généraux adjoints appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de Direction, et les fonctionnaires et employés qui seront indiqués par les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur, visées à l'article 17.

Le Secrétaire général et les adjoints sont nommés pour une période qui n'aura pas une durée supérieure à cinq ans. Ils sont rééligibles.

Le Secrétaire général de l'Institut est de droit le Secrétaire de l'Assemblée générale.

Article 9

L'Institut possède une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

Article 10

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et le français.

Article 11

Le Conseil de Direction avise aux moyens de réaliser les tâches énoncées à l'article 1^{er}.

Il établit les matières qui doivent faire l'objet des travaux de l'Institut.

Il approuve le rapport annuel sur l'activité de l'Institut.

Il approuve les comptes annuels des recettes et des dépenses et établit le budget.

Article 12

Tout Gouvernement participant, de même que toute institution internationale de caractère officiel, peut formuler, en s'adressant au Conseil de Direction des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Toute institution ou association internationale, qui a pour objet l'étude de questions juridiques, peut présenter au Conseil de Direction des suggestions concernant des études à entreprendre.

Le Conseil de Direction décide de la suite à donner aux propositions et suggestions ainsi formulées.

Article 12^{bis}

Le Conseil de Direction peut établir avec d'autres organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les Gouvernements non-participants, toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives.

Article 13

Le Conseil de Direction peut déléguer l'examen de questions spéciales à des commissions de juristes particulièrement versés dans l'étude de ces questions.

Les commissions seront présidées autant que possible par des membres du Conseil de Direction.

Article 14

Après l'étude des questions qu'il a retenues comme objet de ses travaux, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les avant-projets à soumettre aux Gouvernements.

Il les transmet, soit aux Gouvernements participants, soit aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions, en demandant leur avis sur l'opportunité et sur le fond des dispositions arrêtées.

Sur la base des réponses reçues, le Conseil de Direction approuve, s'il y a lieu, les projets définitifs.

Il les transmet aux Gouvernements et aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions.

Le Conseil de Direction avise ensuite aux moyens pour assurer la convocation d'une Conférence diplomatique appelée à examiner les projets.

Article 15

Le Président représente l'Institut.

Le pouvoir exécutif sera exercé par le Conseil de Direction.

Article 16

Les dépenses annuelles relatives au fonctionnement et à l'entretien de l'Institut seront couvertes par les recettes inscrites au budget de l'Institut, qui comprendront notamment la contribution de base du Gouvernement italien promoteur et les contributions des autres Gouvernements participants.

Les contributions ordinaires annuelles des autres Gouvernements participants sont fixées à:

Catégorie I :	Unités 5
Catégorie II :	Unités 4
Catégorie III :	Unités 3
Catégorie IV :	Unités 2
Catégorie V :	Unité 1

Chaque unité est de 2.000 francs suisses.

Chaque Gouvernement déclare à tout moment la catégorie dans laquelle il sera rangé. Toutefois, le passage à une catégorie inférieure ne prendra effet que deux ans après la déclaration du Gouvernement intéressé.

Les Gouvernements participants en retard de plus de deux ans dans le versement de leur contribution, perdent le droit de vote au sein de l'Assemblée générale jusqu'à la régularisation de leur position.

Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut sont mis à sa disposition par le Gouvernement italien.

Article 17

Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel seront établies par le Conseil de Direction et devront être approuvées par l'Assemblée générale et communiquées au Gouvernement italien.

Les indemnités de voyage et de séjour des membres du Conseil de Direction et des commissions d'études, ainsi que les émoluments du personnel du Secrétariat, de même que toute autre dépense administrative, seront à la charge du budget de l'Institut.

L'Assemblée générale nommera, sur présentation du Président, un ou deux commissaires aux comptes chargés du contrôle financier de l'Institut. La durée de leurs fonctions est de cinq ans. Dans le cas où deux commissaires aux comptes seraient nommés, ils devront appartenir à des nationalités différentes.

Le Gouvernement italien n'encourra aucune responsabilité, financière ou autre, du fait de l'administration de l'Institut, ni aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement de ses services et notamment à l'égard du personnel de l'Institut.

Article 18

L'engagement du Gouvernement italien concernant la subvention annuelle et les locaux de l'Institut dont il est question à l'article 16, est stipulé pour une durée de six ans. Il continuera à être en vigueur pour une nouvelle période de six ans, si le Gouvernement italien n'a pas notifié aux autres Gouvernements participants son intention d'en faire cesser les effets, deux ans au moins avant la fin de la période en

cours. En pareil cas, l'Assemblée générale sera convoquée par le Président, au besoin en session extraordinaire.

Il appartient à l'Assemblée générale, au cas où elle déciderait la suppression de l'Institut, de prendre toute mesure utile concernant les propriétés acquises par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents et livres ou périodiques.

Il est toutefois entendu qu'en pareil cas les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement italien feront retour à ce dernier.

Article 19

Les amendements au présent Statut qui seraient adoptés par l'Assemblée générale entreraient en vigueur dès leur approbation par la majorité des deux tiers des Gouvernements participants.

Chaque Gouvernement communiquera par écrit son approbation au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Tout Gouvernement qui n'aurait pas approuvé un amendement au présent Statut aura la faculté de dénoncer son adhésion dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de l'amendement. La dénonciation aura effet dès la date de sa notification au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Article 20

Tout Gouvernement qui entend adhérer au présent Statut notifiera par écrit son adhésion au Gouvernement italien.

L'adhésion sera donnée pour six ans; elle sera tacitement renouvelée de six en six ans sauf dénonciation faite par écrit une année avant l'expiration de chaque période.

Les adhésions et dénonciations seront notifiées aux Gouvernements participants par le Gouvernement italien.

Article 21

Le présent Statut entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins auront notifié leur adhésion au Gouvernement italien.

Article 22

Le présent Statut, qui portera la date du 15 mars 1940, restera déposé dans les archives du Gouvernement italien. Copie certifiée conforme du texte sera remise, par les soins du Gouvernement italien, à chacun des Gouvernements participants.

C. VERTALING

De vertaling van het Statuut, zoals dit tot op 15 november 1961 is gewijzigd, luidt:

**Statuut van het Internationaal Instituut voor de Eenmaking
van het Privaatrecht**

Artikel 1

Het Internationaal Instituut voor de Eenmaking van het Privaatrecht stelt zich ten doel te onderzoeken welke middelen kunnen leiden tot harmonisering en coördinatie van het privaatrecht tussen Staten of groepen Staten, alsmede de aanvaarding door de verschillende Staten van een eenvormige wetgeving inzake het privaatrecht geleidelijk voor te bereiden.

Hier toe:

- (a) bereidt het Instituut wetsontwerpen of ontwerpverdragen voor die het instellen van een eenvormig nationaal recht beogen;
- (b) bereidt het Instituut ontwerpovereenkomsten voor ter bevordering van de internationale betrekkingen op het gebied van het privaatrecht;
- (c) verricht het Instituut rechtsvergelijkende studiën op het gebied van het privaatrecht;
- (d) neemt het Instituut kennis van de initiatieven die reeds op al deze gebieden zijn genomen door andere instellingen waarmee het Instituut, zo nodig, contact kan onderhouden;
- (e) organiseert het Instituut conferenties en publiceert het studies die volgens het Instituut voor verspreiding op ruime schaal in aanmerking komen.

Artikel 2

Het Internationaal Instituut voor de Eenmaking van het Privaatrecht is een internationale instelling die onder de verantwoordelijkheid van de deelnemende Regeringen valt.

Als deelnemende Regeringen worden beschouwd de Regeringen die overeenkomstig het bepaalde in artikel 20 tot dit Statuut zijn toetreden.

Op het grondgebied van ieder der deelnemende Regeringen heeft het Instituut de rechtsbevoegdheid, nodig voor het verrichten van zijn werkzaamheden en voor het verwezenlijken van zijn doeleinden.

De privileges en immuniteiten die het Instituut, zijn agenten en zijn functionarissen genieten, worden omschreven in tussen de deelnemende Regeringen te sluiten overeenkomsten.

Artikel 3

Het Internationaal Instituut voor de Eenmaking van het Privaatrecht heeft zijn zetel te Rome.

Artikel 4

De organen van het Instituut zijn:

- (1) de Algemene Vergadering;
- (2) de President;
- (3) de Raad van Bestuur;
- (4) het Dagelijks Bestuur;
- (5) het Administratieve Tribunaal;
- (6) het Secretariaat.

Artikel 5

De Algemene Vergadering is samengesteld uit vertegenwoordigers van de deelnemende Regeringen; elk der Regeringen vaardigt één vertegenwoordiger af. Met uitzondering van de Regering van Italië, worden alle Regeringen erin vertegenwoordigd door hun diplomatieke vertegenwoordiger bij de Italiaanse Regering, of diens afgevaardigde.

De Vergadering komt ten minste eenmaal per jaar op uitnodiging van de President in gewone zitting te Rome bijeen. Op voorstel van de Raad van Bestuur hecht zij haar goedkeuring aan het werkprogramma van het Instituut.

Artikel 6

De Raad van Bestuur bestaat uit de President en twaalf tot zestien leden.

De President wordt benoemd door de Italiaanse Regering.

De leden worden benoemd door de Algemene Vergadering. Naast de in de eerste alinea bedoelde leden, kan de Vergadering een lid benoemen uit de bij het Internationaal Gerechtshof in functie zijnde rechters.

Het mandaat van de President en van de leden van de Raad van Bestuur duurt vijf jaar en kan met een zelfde periode worden verlengd.

Het lid van de Raad van Bestuur dat is benoemd ter vervanging van een lid wiens mandaat niet is afgelopen, voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Ieder lid kan zich, met toestemming van de President, laten vertegenwoordigen door iemand van eigen keuze.

De Raad van Bestuur kan vertegenwoordigers van internationale instellingen of organisaties verzoeken als adviseur aan zijn zittingen deel te nemen, indien de werkzaamheden van het Instituut verband houden met aangelegenheden deze instellingen of organisaties betreffende.

De Raad van Bestuur wordt door de President bijeengeroepen telkens wanneer deze zulks nodig acht, doch minstens eenmaal per jaar.

Artikel 7

Het Dagelijks Bestuur bestaat uit de President en vijf leden die de Raad van Bestuur uit zijn eigen leden benoemt.

De leden van het Dagelijks Bestuur blijven gedurende vijf jaar in functie en zijn herkiesbaar.

Het Dagelijks Bestuur wordt door de President bijeengeroepen telkens wanneer deze zulks nodig acht, doch minstens eenmaal per jaar.

Artikel 7bis

Het Administratieve Tribunaal is bevoegd een uitspraak te doen in geschillen tussen het Instituut en zijn ambtenaren of functionarissen, of hun rechthebbenden, met name ten aanzien van de interpretatie of de toepassing van het Personeelsreglement. Geschillen voortvloeiende uit contractuele betrekkingen tussen het Instituut en derden worden voorgelegd aan dit Tribunaal, mits deze bevoegdheid uitdrukkelijk wordt erkend door de partijen bij het contract dat aanleiding geeft tot het geschil.

Het Tribunaal bestaat uit drie gewone leden en één waarnemend lid; zij worden gekozen buiten het Instituut en zijn bij voorkeur van verschillende nationaliteit. Zij worden gekozen door de Algemene Vergadering voor de duur van vijf jaar. In een vacature bij het Tribunaal wordt door coöptatie voorzien.

Het Tribunaal spreekt recht in eerste en laatste instantie, onder toepassing van de bepalingen van het Statuut en van het Reglement alsmede onder toepassing van de algemene rechtsbeginselen. Het kan eveneens ex aequo et bono een uitspraak doen wanneer het daartoe bij overeenkomst tussen de partijen bevoegd is.

Indien de President van het Tribunaal van mening is dat een geschil tussen het Instituut en een van zijn ambtenaren of functionarissen van zeer beperkt belang is, kan hijzelf een uitspraak doen of het nemen van een beslissing aan een van de rechters van het Tribunaal opdragen.

Het Tribunaal stelt zelf zijn reglement van rechtspleging vast.

Artikel 7ter

De leden van de Raad van Bestuur of van het Administratieve Tribunaal wier mandaat afloopt, blijven in functie tot de installering der nieuw gekozen leden.

Artikel 8

Het Secretariaat bestaat uit een Secretaris-Generaal benoemd door de Raad van Bestuur op voordracht van de President, twee adjunct-Secretarissen-Generaal van verschillende nationaliteit, eveneens be-

noemd door de Raad van Bestuur, en de ambtenaren en functionarissen die worden aangewezen ingevolge de voorschriften betreffende de administratie en de interne werking van het Instituut, zoals bedoeld in artikel 17.

De Secretaris-Generaal en de adjunct-Secretarissen-Generaal worden benoemd voor een tijdvak van ten hoogste vijf jaar. Zij zijn herkiesbaar.

De Secretaris-Generaal van het Instituut is ambtshalve de Secretaris van de Algemene Vergadering.

Artikel 9

Het Instituut bezit een bibliotheek die onder leiding staat van de Secretaris-Generaal.

Artikel 10

De officiële talen van het Instituut zijn Italiaans, Duits, Engels, Spaans en Frans.

Artikel 11

De Raad van Bestuur beraadt zich op middelen ter uitvoering van de in artikel 1 genoemde taken.

De Raad van Bestuur bepaalt op welke aangelegenheden de werkzaamheden van het Instituut dienen te worden gericht.

De Raad van Bestuur keurt het jaarverslag over de werkzaamheden van het Instituut goed.

De Raad van Bestuur keurt de jaarlijkse rekeningen de inkomsten en uitgaven betreffende goed en stelt de begroting vast.

Artikel 12

Iedere deelnemende Regering alsmede iedere officiële internationale instelling kan bij de Raad van Bestuur voorstellen indienen met betrekking tot de bestudering van vraagstukken de eenmaking, de harmonisering of de coördinatie van het privaatrecht betreffende.

Iedere internationale instelling of vereniging die zich de bestudering van juridische vraagstukken ten doel stelt kan de Raad van Bestuur suggesties doen aangaande te bestuderen onderwerpen.

De Raad van Bestuur beslist welk gevolg er zal worden gegeven aan de aldus ingediende voorstellen en suggesties.

Artikel 12^{bis}

De Raad van Bestuur kan zowel met andere intergouvernementele organisaties als met niet deelnemende Regeringen alle betrekkingen aangaan die een samenwerking overeenkomstig hun onderscheiden doelstellingen kunnen verzekeren.

Artikel 13

De Raad van Bestuur kan het onderzoek van bijzondere vraagstukken aan daarin gespecialiseerde commissies van rechtsgeleerden opdragen.

Indien mogelijk staan deze commissies onder leiding van een lid van de Raad van Bestuur.

Artikel 14

Na bestudering van de vraagstukken die de Raad van Bestuur tot onderwerp van zijn werkzaamheden heeft genomen, keurt deze de eventueel aan de Regeringen voor te leggen voorontwerpen goed.

De Raad van Bestuur legt deze voorontwerpen hetzij aan de deelnemende Regeringen voor, hetzij aan de instellingen of verenigingen die voorstellen of suggesties hebben ingediend, en vraagt daarbij hun mening over de wenselijkheid en de inhoud van de opgestelde bepalingen.

Op grond van de ontvangen antwoorden keurt de Raad van Bestuur eventueel de definitieve ontwerpen goed.

Deze worden voorgelegd aan de Regeringen en aan de instellingen of verenigingen die voorstellen of suggesties hebben ingediend.

De Raad van Bestuur beraadt zich vervolgens op middelen om te komen tot het beleggen van een diplomatieke conferentie ter bestudering van de ontwerpen.

Artikel 15

De President vertegenwoordigt het Instituut.

De uitvoerende macht wordt uitgeoefend door de Raad van Bestuur.

Artikel 16

De jaarlijkse uitgaven verband houdende met de werkzaamheden en de instandhouding van het Instituut worden gedekt door de in de begroting van het Instituut vermelde inkomsten die voornamelijk bestaan uit de basisbijdrage van de als initiatiefnemer optredende Italiaanse Regering en de bijdragen van de andere deelnemende Regeringen.

De jaarlijkse gewone bijdragen van de andere deelnemende Regeringen zijn als volgt vastgesteld:

Categorie I :	vijf	Eenheden
Categorie II :	vier	Eenheden
Categorie III :	drie	Eenheden
Categorie IV :	twee	Eenheden
Categorie V :	een	Eenheid.

Iedere eenheid bedraagt 2.000 Zwitserse franken.

Iedere Regering kan te allen tijde opgeven in welke categorie zij wil worden ondergebracht. Overgang naar een lagere categorie wordt echter eerst van kracht twee jaar nadat de betrokken Regering de hiertoe strekkende verklaring heeft ingediend.

De deelnemende Regeringen die met het betalen van hun bijdrage meer dan twee jaar achter zijn, hebben in de Algemene Vergadering geen stemrecht zolang deze achterstand niet is aangezuiverd.

Voor de uitoefening van de werkzaamheden van het Instituut stelt de Italiaanse Regering de nodige ruimte ter beschikking.

Artikel 17

De voorschriften betreffende de administratie, de interne werking en het personeelsstatuut van het Instituut worden opgesteld door de Raad van Bestuur; zij moeten worden goedgekeurd door de Algemene Vergadering en worden voorgelegd aan de Italiaanse Regering.

De reis- en verblijfsvergoedingen van de leden van de Raad van Bestuur en van de studiecocommissies, evenals de bezoldiging van het personeel van het Secretariaat, alsmede iedere andere uitgave ten behoeve van de administratie komen ten laste van de begroting van het Instituut.

De Algemene Vergadering benoemt op voordracht van de President een of twee financiële deskundigen die met de financiële controle van het Instituut worden belast. Dezen blijven vijf jaar in functie. Indien twee deskundigen worden benoemd, moeten dezen van verschillende nationaliteit zijn.

De Italiaanse Regering neemt geen financiële of andere aansprakelijkheid op zich voortvloeiend uit de administratie van het Instituut, noch enige wettelijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de uitoefening van zijn werkzaamheden, met name ten aanzien van het personeel van het Instituut.

Artikel 18

De verbintenis die de Italiaanse Regering aangaat met betrekking tot de jaarlijkse subsidie en de ruimte die het Instituut ter beschikking wordt gesteld, zoals bedoeld in artikel 16, wordt aangegaan voor een termijn van zes jaar en blijft daarna opnieuw gedurende zes jaar van kracht, indien de Italiaanse Regering niet ten minste twee jaar voor het einde van de lopende termijn de andere deelnemende Regeringen kennis heeft gegeven van haar voornemen haar te beëindigen. In dat geval wordt de Algemene Vergadering door de President bijeengeroepen, zo nodig in een buitengewone zitting.

Ingeval de Algemene Vergadering tot opheffing van het Instituut zou besluiten, is het haar taak alle nodige maatregelen te nemen ten aanzien van de bezittingen die het Instituut in de loop van de uitoefening van zijn taak heeft verworven, met name het archief en de documentatie, alsmede boeken of tijdschriften.

Het is echter wel te verstaan dat in dit geval de terreinen, gebouwen en roerende goederen welke door de Italiaanse Regering ter beschikking van het Instituut zijn gesteld, weder aan deze zullen vervallen.

Artikel 19

De wijzigingen van dit Statuut die door de Algemene Vergadering worden aangenomen, worden van kracht na goedkeuring door een meerderheid van twee derde van het aantal deelnemende Regeringen.

Iedere Regering brengt haar goedkeuring schriftelijk ter kennis van de Italiaanse Regering, die hiervan de andere deelnemende Regeringen, alsmede de President van het Instituut kennis geeft.

Iedere Regering die een wijziging van dit Statuut niet goedkeurt staat de mogelijkheid open haar lidmaatschap op te zeggen binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van het tijdstip van inwerkingtreding van de wijziging. De opzegging wordt van kracht op de dag waarop hiervan kennis word gegeven aan de Italiaanse Regering, die de andere deelnemende Regeringen alsmede de President van het Instituut hiervan in kennis stelt.

Artikel 20

Iedere Regering die tot dit Statuut wenst toe te treden geeft de Italiaanse Regering schriftelijk van haar toetreding kennis.

De toetreding geldt voor zes jaar; zij wordt stilzwijgend telkens voor zes jaar verlengd; behoudens schriftelijke opzegging één jaar voor het verstrijken van iedere termijn.

De toetredingen en opzeggingen worden door de Italiaanse Regering ter kennis gebracht van de deelnemende Regeringen.

Artikel 21

Dit Statuut wordt van kracht nadat ten minste zes Regeringen de Italiaanse Regering kennis hebben gegeven van hun toetreding.

Artikel 22

Dit Statuut, dat is gedateerd 15 maart 1940, wordt nedergelegd in het archief van de Italiaanse Regering. De Italiaanse Regering zal voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van de tekst doen toekomen aan elk der deelnemende Regeringen.

F. TOETREDING

De Regeringen van de volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 20, eerste lid, aan de Italiaanse Regering kennis gegeven van hun toetreding:

het Koninkrijk der Nederlanden	11 april 1940
Ierland	18 april 1940
België	20 april 1940
Finland	20 april 1940
Griekenland	20 april 1940
Hongarije	20 april 1940
Italië	20 april 1940
Nicaragua	20 april 1940
Roemenië	20 april 1940
Spanje	20 april 1940
Uruguay	20 april 1940
Zweden	20 april 1940
Zwitserland	20 april 1940
Zuidslavië	20 april 1940
Bolivia	22 april 1940
Duitsland	24 april 1940
Columbia	26 april 1940
Paraguay	2 mei 1940
Luxemburg	5 mei 1940
Mexico	6 mei 1940
Venezuela	9 mei 1940
Denemarken	5 juni 1940
Cuba	16 juni 1940
Brazilië	18 juni 1940
Bulgarije	24 juni 1940
Ecuador	13 augustus 1940
San Marino	4 februari 1945
de Staat Vaticaanstad	19 april 1945
Frankrijk	3 augustus 1948
Oostenrijk	10 augustus 1948
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	24 september 1948
Portugal	18 mei 1949
India	26 september 1950
Iran	4 april 1951
Chili	2 mei 1951
Noorwegen	13 juli 1951
de Verenigde Arabische Republiek	28 juli 1951
Turkije	21 oktober 1951
Japan	19 december 1953
Israël	5 april 1954

Libanon	8 juli 1958
de Verenigde Staten van Amerika	13 maart 1964
Pakistan	30 mei 1964
Nigeria	29 oktober 1964

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Statuut zijn ingevolge artikel 21 op 20 april 1940 in werking getreden voor het Koninkrijk der Nederlanden, Ierland, België, Finland, Griekenland, Hongarije, Italië, Nicaragua, Roemenië, Spanje, Uruguay, Zweden, Zwitserland en Zuidslavië. Voor de overige in rubriek F genoemde Staten zijn zij op de datum van toetreding in werking getreden. De bepalingen zijn voor Libanon ingevolge artikel 20, lid 2, op 8 juli 1964 buiten werking getreden. Voor Ecuador zullen zij ingevolge genoemde bepaling op 13 augustus 1970 buiten werking treden.

I. OPZEGGING

De Regering van de volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 20, lid 3, aan de Italiaansé Regering mededeling gedaan van hun opzegging:

Libanon	31 juli 1962
Ecuador	21 juni 1966

J. GEGEVENS

In overeenstemming met een resolutie, door de Volkenbondsvergadering op 30 september 1924 aangenomen, besloot de Volkenbondsraad op 3 oktober 1924 tot het aanvaarden van een aanbod van Italië om een Internationaal Instituut voor de Eenmaking van het Privaatrecht op te richten en in stand te houden hetwelk ter beschikking zou staan van de Volkenbond en in Rome zou zijn gevestigd. De tekst van resolutie en besluit luidt als volgt:

„L'Assemblée exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement italien pour l'offre généreuse de fonder à Rome un Institut international pour l'unification ou l'harmonisation et la coordination du droit privé, sous la direction de la Société des Nations.

L'Assemblée, rappelant les termes de sa résolution du 23 septembre 1924, relative à la fondation de l'Institut international de coopération intellectuelle, invite le Conseil à accepter cette offre au nom de la Société, et dans son désir de souligner le caractère international que cet Institut devrait posséder en ce qui concerne le pro-

gramme de ses travaux et le choix de son personnel, d'accord avec les intentions du Gouvernement italien,

Décide:

- (a) Les pouvoirs et les fonctions du nouvel Institut et la constitution de son Conseil d'administration et de son Comité de Direction seront déterminés par le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Gouvernement italien;
- (b) Le Conseil de la Société des Nations est invité à conclure avec le Gouvernement italien, après consultation des organisations compétentes (notamment du Comité d'experts prévu dans la résolution de la cinquième Assemblée du 19 septembre 1924, de la Commission de coopération intellectuelle et des organisations techniques de la Société des Nations) tous accords nécessaires pour assurer l'organisation, l'existence et le fonctionnement normal de l'Institut. Conformément au désir du Gouvernement italien, les principes généraux à incorporer aux accords de cette nature seront analogues à ceux qui ont été établis par rapport à l'Institut de coopération intellectuelle qui doit être créé à Paris.

On aura soin d'éviter, par voie de consultation, tous doubles emplois."

„Le Conseil de la Société des Nations, ayant pris connaissance de l'offre présentée par le Gouvernement italien en vue de la fondation d'un Institut international destiné à unifier (ou harmoniser et coordonner) le droit privé, sous la direction de la Société des Nations;

Se joint à l'Assemblée pour exprimer au Gouvernement italien sa profonde gratitude pour cette offre généreuse qu'il a l'honneur d'accepter au nom de la Société des Nations, ainsi qu'il y a été invité par l'Assemblée;

Accepte les propositions qui figurent dans la résolution de l'Assemblée à ce sujet et,

Avant de procéder à la consultation prévue par cette résolution, Invite le représentant du Gouvernement italien à lui communiquer, en temps opportun, en vue de donner effet à ladite résolution, toutes propositions qu'il estimerait devoir présenter et qui seraient de nature à servir de cadre aux discussions ultérieures."

Bij op 31 maart en 20 april 1926 te Genève tussen de Italiaanse Regering en de Volkenbond gewisselde brieven is aangaande het Instituut een overeenkomst tot stand gekomen, die op 20 april 1926 in werking is getreden. De tekst der brieven luidt als volgt:

Nr. I

R. MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Rome, le 31 mars 1926.

Conformément à la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 30 septembre 1924, le Conseil de la Société ayant accepté, le 3 octobre 1924, l'offre du Gouvernement italien relative à la fondation et à l'entretien d'un Institut international pour l'unification du droit privé, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien, en conformité de l'offre ci-dessus visée, s'engage à fonder et à entretenir un institut international pour l'unification du droit privé, mis à la disposition de la Société des Nations, et dont le siège social sera à Rome, aux conditions ci-après:

1. L'Institut international pour l'unification du droit privé sera administré par un Conseil de Direction, composé comme il est indiqué au statut ci-annexé, qui détermine les règles générales de l'organisation de l'Institut.

2. Le Gouvernement italien prendra les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Institut international comme fondation autonome, jouissant de la personnalité juridique.

3. Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut international seront mis à la disposition du Conseil de Direction par le Gouvernement italien.

Le Conseil de Direction, dans la mesure où le permettront les bureaux dont il disposera, pourra concéder la jouissance de bureaux et salles de réunion aux institutions et associations tendant à développer les relations juridiques internationales qui en feront la demande et lui paraîtront présenter les garanties suffisantes.

4. Les dépenses d'installation de l'Institut international seront intégralement couvertes par le Gouvernement italien, sans que la Société des Nations puisse avoir aucune somme à déboursier pour ces objets, cette Société n'assumant, du fait de cette installation, aucune responsabilité ou charge financière, ou autre quelle qu'elle soit. Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront couvertes au moyen d'une subvention globale annuelle, que le Gouvernement italien, sous réserve de l'approbation parlementaire, déclare fixer à la somme de un million de lires italiennes.

Ni l'Etat italien ni la Société des Nations n'assumeront aucune responsabilité financière ou autre, quelle qu'elle soit, du fait de la gestion de l'Institut international.

L'Etat italien n'encourra aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement des services de l'Institut international, dont il assure les frais, conformément aux alinéas précédents et notamment à l'égard du personnel de l'Institut international, lequel sera exclusivement soumis aux règles qui seront fixées conformément à l'article 14 du statut ci-annexé. Ces règles détermineront notamment les catégories du personnel de l'Institut devant bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques, tels qu'ils sont prévus par l'article 7 du Pacte.

5. Des dons, legs et subventions, provenant d'autres gouvernements que celui du Royaume, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers, pourront être recueillis par l'Institut international en vertu des décisions du Conseil de Direction.

6. Les sommes destinées à assurer les frais annuels de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront versées, chaque année, semestriellement et par anticipation, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, à une banque désignée d'un commun accord par le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement italien. Elles seront retirées de cette banque au fur et à mesure des besoins, sur mandat de personnes qualifiées à cet effet par le Conseil de Direction.

7. En cas de suppression de l'Institut international ci-dessus visé, les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de cet Institut par le Gouvernement italien feront retour à l'Etat italien.

Toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil de Direction resteront la propriété de la Société des Nations. Les institutions et associations à qui la jouissance de locaux aura été concédée par le Conseil de Direction reprendront chacune leurs meubles et collections propres.

8. Les règles relatives au régime financier de l'Institut (budget, affectation et emploi des fonds, placement des capitaux, comptabilité, intervention du commissaire aux comptes de la Société des Nations, etc.) et à la responsabilité de ses organes seront établies conformément à la procédure prévue à l'article 14 du Statut ci-annexé.

9. Un rapport sur l'activité de l'Institut sera adressé, chaque année, au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement italien. Il sera communiqué à tous les membres de la Société des Nations.

10. Le Gouvernement italien se réserve le droit de proposer à l'acceptation du Conseil de la Société des Nations et se déclare prêt à examiner, le cas échéant, à la demande dudit Conseil, toutes modifications aux présentes conditions et au Statut ci-annexé dont l'expérience démontrerait l'utilité.

11. Le présent engagement est pris par le Gouvernement italien pour une durée de sept années; il continuera à demeurer en vigueur pour de nouvelles périodes de sept ans, si le Gouvernement italien ou la Société des Nations n'ont pas notifié, deux ans au moins avant la fin de chaque période, leur intention d'en faire cesser les effets.

12. Le présent engagement est pris par le Gouvernement italien, sous réserve d'approbation législative, et ne deviendra définitif qu'après notification de cette approbation au Secrétaire général de la Société des Nations.

(s.) MUSSOLINI.

*A Son Excellence le Vicomte Ishii,
Président en exercice de la Société des Nations
Genève*

Statut organique de l'Institut

Article 1^{er}

L'Institut international pour l'unification du droit privé a son siège à Rome.

Article 2

L'Institut a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les Etats ou entre les groupes d'Etats et de préparer graduellement l'adoption par les divers Etats d'une législation de droit privé uniforme. Ces travaux se poursuivront sous la direction de la Société des Nations en connexion avec et en tenant compte des travaux de la Commission de coopération intellectuelle, du Bureau international du Travail et des Organisations techniques de la Société des Nations.

Article 3

Les organes de l'Institut sont:

1. le Conseil de Direction;
2. le Comité permanent;
3. le Secrétariat.

Article 4

Le Conseil de Direction comprend un Président et dix membres, autant que possible de nationalité différente. Ils sont nommés par le Conseil de la Société des Nations; le membre italien est de droit président du Conseil de Direction.

Le Secrétaire général de la Société des Nations pourra, soit par lui-même, soit par un représentant, prendre part, à titre consultatif, aux séances du Conseil de Direction. Il en sera de même pour le Directeur du Bureau international du Travail, lorsque les débats en vue des travaux de l'Institut porteront sur des matières concernant l'Organisation du Travail, aux termes de la partie XIII du Traité de Paix de Versailles et des dispositions correspondantes des autres Traités de paix.

Le Secrétaire général sera nommé par le Conseil de Direction. La nomination du Secrétaire général se fera sur présentation du Président du Conseil de Direction.

Les membres élus resteront en fonctions pendant cinq ans et seront rééligibles une fois. Le Secrétaire général est nommé pour une période de sept ans et sera rééligible également une fois.

Article 5

Le Conseil de Direction nomme parmi ses membres un Comité permanent, composé du Président du Conseil de Direction et de cinq membres appartenant à cinq nationalités différentes.

Article 6

Le Secrétariat se compose d'un Secrétaire général, nommé comme il a été dit à l'article 4, et de deux adjoints, appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de Direction.

Article 7

Le Conseil de Direction établit les matières qui doivent faire l'objet des travaux.

Tout Etat, de même que les organismes de la Société des Nations (Organisation internationale du Travail, organisations techniques, etc.) ou toute association juridique internationale peut, par l'intermédiaire du Conseil de la Société des Nations, formuler des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Le Conseil de Direction décide de la suite à donner aux propositions ainsi formulées.

Article 8

Le Conseil de Direction peut déferer l'examen des questions spéciales à des Commissions de juristes particulièrement versées dans l'étude desdites questions.

Article 9

Le Conseil de Direction approuve les propositions qui ont fait l'objet de ses études.

Les propositions et les projets approuvés par le Conseil de Direction sont transmis au Conseil de la Société des Nations.

Article 10

Le Conseil de Direction peut également prendre l'initiative d'attirer l'attention du Conseil de la Société des Nations sur l'opportunité de convoquer des conférences internationales pour l'étude de certaines questions.

Article 11

L'Institut possédera une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

L'Institut organisera des conférences, il publiera les actes concernant ses travaux et pourra faire paraître les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

Article 12

Les indemnités des membres du Conseil de Direction et les émoluments du personnel du Secrétariat, ainsi que les dépenses administratives, seront à la charge du budget de l'Institut.

Article 13

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand.

Article 14

Les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur seront établies par le Conseil de Direction de l'Institut et devront être approuvées par le Conseil de la Société des Nations et communiquées à l'Assemblée de la Société des Nations et au Gouvernement italien.

Nr. II

Paris, le 20 avril 1926.

Par lettre en date du 31 mars 1926, vous avez bien voulu, vous référant aux résolutions de l'Assemblée et du Conseil des 30 septembre et 3 octobre 1924, me faire part de la confirmation par le Gouvernement italien des conditions auxquelles ce dernier s'engage à fonder et à entretenir un Institut international pour l'unification du droit privé, mis à la disposition de la Société des Nations.

Conformément à la résolution du Conseil du 18 mars 1926, j'ai l'honneur de vous confirmer l'acceptation, prévue par cette résolution, de l'offre généreuse qui fait l'objet de votre lettre.

(s.) K. ISHII,

*Président du Conseil de la Société
des Nations.*

*Son Excellence Monsieur Mussolini,
Président du Conseil des Ministres,
Ministère des affaires étrangères,
Rome.*

Naar aanleiding van Italië's uittreden uit de Volkenbond, zegde de Regering van die Staat, te rekenen van 20 april 1940 af, ook de overeenkomst op, vervat in de hierboven afgedrukte brieven.

Teneinde aan het Instituut een nieuwe volkenrechtelijke basis te verschaffen, zond de Italiaanse Regering vervolgens het onderhavige, door haar opgestelde Statuut, met overgangsbepalingen, aan de Regeringen van een groot aantal Staten toe. Veertien daarvan waren op de dag van buitenwerkingtreding der oude overeenkomst tot het nieuwe Statuut toetgetreden, zodat dit op diezelfde dag ingevolge zijn artikel 20 in werking trad. De Regeringen van Frankrijk en van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland aanvaardden aanvankelijk slechts de overgangsbepalingen en werden in de periode voorafgaande aan hun toetreding geacht op onvolmaakte wijze aan het Instituut deel te nemen.

De tekst van genoemde overgangsbepalingen luidt als volgt:

Dispositions transitoires

1. Jusqu'à la première nomination prévue à l'article 6 du Statut organique du 15 mars 1940, le Conseil de Direction de l'Institut international pour l'Unification du droit privé sera composé du Président et des membres du Conseil de Direction en fonction à la date du 20 avril 1940.

2. Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel en vigueur à la date du 20 avril 1940 seront applicables, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions du Statut organique du 15 mars 1940, jusqu'à l'approbation des nouvelles règles y relatives conformément à l'article 17 dudit Statut.

In haar tweede zitting gaf de Algemene Vergadering bij besluit van 30 april 1953 een interpretatie van artikel 7*bis*. Het besluit luidt als volgt:

„L'Assemblée générale,

Vu la Résolution portant amendement au Statut organique de l'Institut, adoptée par l'Assemblée le 18 janvier 1952;

Considérant qu'aux termes de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 7*bis* du Statut concernant la compétence du Tribunal Administratif „les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige”;

Considérant l'opportunité de préciser la portée de la compétence qui peut être attribuée au Tribunal Administratif en vertu de ladite disposition;

Déclare

(1) Que l'expression „les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers” qui pourront être soumis au Tribunal Administratif de l'Institut dans les conditions prévues à l'article 7*bis* du Statut Organique, vise exclusivement les différends concernant les obligations naissant de contrats passés entre l'Institut et les tiers.

(2) Que la compétence du Tribunal Administratif à l'égard des différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers ne pourra être considérée comme „expressément reconnue” que pour autant que cette reconnaissance résultera d'un acte écrit.”.

In overeenstemming met artikel 12*bis* van het Statuut kwam bij brieven, op 22 april en 16 mei 1959 te Rome gewisseld, een samenwerkingsakkoord tot stand tussen de Verenigde Naties en het Instituut. De tekst van de brieven en van de daarin genoemde resolutie van de Economische en Sociale Raad der Verenigde Naties luidt als volgt:

Nr. I

UNITED NATIONS – NATIONS UNIES

NEW YORK

OR 330(8)

22 April 1959

Dear Mr. Secretary-General,

I have the honour to inform you that on 3 July 1958 the Economic and Social Council of the United Nations adopted resolution 678

(XXVI), a copy of which is attached, in which it requested the Secretary-General to take appropriate steps to ensure reciprocal exchange of information and documentation with the International Institute for the Unification of Private Law in matters of mutual interest in order to promote co-operation and co-ordination between the United Nations and the Institute.

In accordance with this resolution I should like to propose the following arrangements which would serve as a basis for the collaboration between the United Nations and your Organization, which, by virtue of its Statute and the nature of its activities since its inception, is an international Organization especially concerned with the unification, as between States, of rules of private law:

1. Both Organizations acting through their Secretaries-General would undertake to exchange, as may be appropriate, information and documents relevant to matters of mutual interest.

2. In certain circumstances the Institute may wish to propose items for consideration by organs of the United Nations. Such suggestions may be submitted to the Secretary-General of the United Nations, who will, if he deems it advisable, propose such items on the agenda of the organ concerned, in accordance with the applicable rules of procedure. Similarly, the Secretary-General of the United Nations may wish to suggest items for consideration by the Institute and will transmit such suggestions to the President of the Institute for such action as he may deem advisable.

3. The Institute shall, at the request of organs of the United Nations, render assistance to the United Nations with respect to studies relating to questions of comparative law and the unification of rules of private law, subject to arrangements between the parties with regard to expenditure which such assistance might entail.

4. In order to achieve the purpose of the resolution of the Economic and Social Council, it would seem appropriate for the Institute to invite the Secretary-General of the United Nations to send a representative to the sessions of the Institute dealing with subjects of interest to the United Nations, and for the Secretary-General of the United Nations to invite the Institute to send a representative to conferences convened by the United Nations or meetings of organs of the United Nations which may have a bearing on aspects of the unification of private law.

Apart from these formal arrangements, I would welcome a collaboration between the two Organizations through an informal exchange

of information and consultation between the members of the Secretariats directly concerned.

Yours sincerely,
(sd.) DAG HAMMARSKJÖLD
Secretary-General

Mr. Mario Matteucci
Secretary-General
International Institute for the
Unification of Private Law
Via Panisperna 28
Rome

Nr. II

26285/VII-B-22

Rome, May 16, 1959

Dear Mr. Secretary-General,

The Secretary-General of the Institute has transmitted to me your letter of April 22, 1959, in which arrangements are proposed which would serve as a basis for the collaboration between the United Nations and our Organisation.

I have the honour of informing you that, duly empowered by the Institute's Statute and by the Governing Council, I hereby accept the arrangements proposed in your above mentioned letter.

Referring myself to the last paragraph of your letter, I wish to recall that these arrangements are the prosecution of an already established successful collaboration between the Institute and the United Nations, its branches, e.g. the Economic Commission for Europe, and most of its specialised agencies.

It is my hope that this collaboration will still develop in the future for the mutual benefit of our Organisations.

Yours sincerely,
(sd.) MASSIMO PILOTTI
President

Mr. Dag Hammarskjöld
Secretary-General
United Nations
New York

UNITED NATIONS
ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

Twenty-sixth session
Agenda item 17

Distr.
LIMITED
E/RES/678(XXVI)
3 July 1958
Dual Distribution

Resolution adopted by the Economic and Social Council

678(XXVI). *Co-operation between the United Nations and The Hague Conference on Private International Law and the International Institute for the Unification of Private Law*

The Economic and Social Council,

Considering that a progressive unification of the rules of private international law and the unification and harmonization of the rules of private law in matters relating to international economic and social questions would facilitate the continued development of international commercial exchanges,

Considering further that the scope of The Hague Conference on Private International Law and that of the International Institute for the Unification of Private Law include activities in the field indicated above,

Noting that the programme of work of the regional economic commissions of the United Nations include projects of a similar nature,

Being concerned to avoid duplication and overlapping in the respective programmes of the United Nations and of other international organizations whose activities affect the economic and social fields,

1. *Requests* the Secretary-General to take appropriate steps in order to ensure reciprocal exchange of information and documentation with The Hague Conference on Private International Law and with the International Institute for the Unification of Private Law in matters of mutual interest in order to promote co-operation and co-ordination with those organizations;

2. *Further requests* the Secretary-General to report to the Council whenever appropriate, on matters within this area of activities which may be of interest to the Council.

*1023 plenary meeting
3 July 1958*

De Volkenbond, waarnaar hierboven meermalen wordt verwezen, was opgericht bij het Volkenbondsverdrag, waarvan tekst en vertaling zijn geplaatst in *Stb.* 1920, 127.

De Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties, waarnaar in de briefwisseling van 22 april/16 mei 1959 wordt verwezen, is ingesteld bij het Handvest der Verenigde Naties, waarvan de Engelse tekst en de vertaling in het Nederlands zijn bekendgemaakt in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 3.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht, naar welke Conferentie in de hierboven afgedrukte resolutie van de Economische en Sociale Raad der Verenigde Naties wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 32.

Uitgegeven de twaalfde september 1967.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.